

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 68 (1976)
Heft: 8

Artikel: L'OIT lance un vaste programme d'humanisation du travail
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385833>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

considérée non plus comme une dépendance de son mari, mais comme un être humain adulte et indépendant, avec tous les droits et obligations politiques, économiques et sociaux que cela comporte.

J. Vitek

L'OIT lance un vaste programme d'humanisation du travail

Avec l'appui de ses 132 Etats membres, l'Organisation internationale du travail s'attelle actuellement à la mise en œuvre d'un programme ambitieux visant à humaniser les conditions de travail. Il est devenu de plus en plus évident que la protection du travailleur au sens traditionnel n'est plus suffisante. Les garanties telles que le salaire minimum, la réglementation des heures de travail, l'âge minimum et les congés payés doivent être complétées par des mesures touchant la qualité de la vie de l'homme au travail dans sa totalité. C'est précisément la raison d'être du Programme international pour l'amélioration des conditions et du milieu de travail (PIACT).

En présentant le nouveau programme, M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, a fait remarquer qu'«en dépit des progrès réalisés depuis plus de cinquante ans, auxquels l'OIT a grandement contribué par toutes ses activités, les conditions de travail d'un très grand nombre de travailleurs sont mauvaises ou posent des problèmes nouveaux provoqués par le développement de la technologie et dont la solution requiert une action menée sur plusieurs fronts».

Selon les trois principaux objectifs assignés au PIACT, il faut que le travail:

- respecte la vie et la santé du travailleur;
- lui laisse du temps libre pour son repos et ses loisirs;
- lui permette de servir la société et de se réaliser lui-même en développant ses capacités personnelles.

Pour atteindre ces objectifs, le PIACT s'appuiera sur les résultats de plusieurs années de recherches conduites par les spécialistes du BIT, des informations détaillées transmises par 53 gouvernements ainsi que des suggestions de nombreuses organisations de travailleurs et d'employeurs et de diverses institutions intergouvernementales et internationales. Il comptera surtout sur l'entière participation des employeurs et des travailleurs à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques nouvelles destinées à améliorer le travail et son environnement.

Deux problèmes plus vastes

Le texte de présentation du PIACT souligne que l'amélioration de la qualité de la vie de travail est liée à deux problèmes plus vastes: «Celui de la démocratie industrielle, tendant à accorder aux travailleurs une plus grande influence sur les décisions concernant leur vie de travail et celui de la qualité de la vie en général, qui est devenue une revendication fondamentale de la présente génération.»

La question du temps de travail continue à poser de sérieux problèmes. On devrait envisager d'en réduire la durée pour les emplois dangereux ou monotones, pour les travailleurs âgés et pour certains groupes spéciaux, de même que dans les secteurs de l'agriculture et de la construction où les maximums légaux sont encore trop élevés. Des études récentes révèlent les effets sociaux et médicaux négatifs d'un excès d'heures supplémentaires et du travail en équipe effectués uniquement pour des raisons d'ordre financier.

La tension mentale ou «stress» résultant du rythme et de la monotonie du travail devient un problème de plus en plus grave; de même, la sous-utilisation des capacités et des qualifications, l'impossibilité de prendre des initiatives ou d'assumer des responsabilités, le travail aux pièces ou d'autres systèmes d'encouragement dépassés, influent sur la productivité des travailleurs, le degré d'absentéisme et le taux des accidents du travail.

Moyens d'action

Le PIACT est tout d'abord destiné à promouvoir et à appuyer les actions des Etats membres de l'OIT. Cette aide sera prodiguée par des équipes de spécialistes en matière de conditions et de milieu de travail qui pourraient comprendre un ingénieur de sécurité, un médecin du travail, un spécialiste en organisation du travail ou un inspecteur du travail.

Plusieurs pays ont déjà demandé de pouvoir bénéficier de tels services: l'Afghanistan, la Bolivie, le Chili, l'Egypte, El Salvador, le Ghana, l'Inde, le Koweït, le Mexique, le Pakistan, le Panama, le Pérou, les Philippines, le Sénégal, le Soudan, la Tunisie, l'Uruguay et le Yémen.

Afin d'aider le BIT à recueillir rapidement des informations aux sources appropriées, le programme propose la mise sur pied d'un «système d'alerte en matière de sécurité et d'hygiène du travail». Suggéré par le gouvernement des Etats-Unis, ce système inviterait tout Etat membre découvrant un danger potentiel pour l'hygiène ou la sécurité du travail à adresser un «signal d'alarme» au BIT qui transmettrait d'urgence l'information aux autres Etats membres ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la santé.

Le PIACT se propose également de mettre à jour les normes du travail existantes et d'élaborer de nouvelles normes, de renforcer la coopération technique en matière de sécurité et d'hygiène et de

lancer une enquête générale sur le travail de l'homme comprenant notamment des études, des travaux de recherche et des réunions tripartites dans le domaine des conditions et du milieu de travail. En Europe occidentale, remarque une étude du BIT, plusieurs pays ont commencé à mettre en œuvre des programmes d'amélioration des conditions et du milieu de travail.

Les Pays-Bas, par exemple, ont institué un système de subventions aux entreprises pour leur permettre de mener leurs propres études dans ce domaine, avec un plafond de 10 000 florins (9350 fr. s.) par projet. Un fonds similaire a été établi récemment au Danemark et en Suède. Dans ce dernier pays, les subventions accordées en 1974 s'élevaient au total à 32 millions de couronnes suédoises (environ 18 millions de francs suisses).

En Grande-Bretagne, une Unité de recherche sur le travail a été créée pour aider les entreprises – avec la participation des syndicats – à identifier et à résoudre les problèmes particuliers.

La France a institué une Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, tandis que la République fédérale d'Allemagne a développé sa politique dans deux directions: l'élaboration de nouvelles règles juridiques et un programme fédéral de recherche. Les pays de l'Est attachent également une grande importance à l'amélioration de la qualité de la vie de travail. Ainsi l'URSS a dépensé l'équivalent de 10 milliards de dollars pour la seule sécurité du travail durant la période 1971-1975.

Quant aux pays du tiers monde, avec quelque 300 millions de chômeurs et de travailleurs sous-employés, leur principale préoccupation est de créer de nouveaux emplois grâce à de vigoureux programmes d'industrialisation et de développement rural.

Mais c'est précisément parce que le chômage massif tend à laisser le travailleur sans défense que des sauvegardes plus efficaces pour protéger la main-d'œuvre sont nécessaires.

Le PIACT s'efforcera d'atteindre deux objectifs dans les pays en développement: d'une part, l'établissement de politiques nationales pour l'amélioration des conditions de travail et, d'autre part, la mise sur pied d'une infrastructure adéquate en matière de sécurité et d'hygiène, considérée comme partie intégrante des programmes de développement.

La thèse fondamentale

M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, a résumé en ces termes la thèse fondamentale qui a inspiré le PIACT:

«Négliger le problème des conditions et du milieu de travail risque d'entraîner, dans un avenir plus proche que nous ne l'imaginons, des distorsions et des désordres dans les systèmes sociaux hors de proportion avec le coût économique de mesures lucides d'amélioration des conditions de travail qui auraient été prises plus tôt.»